



C'est un nouveau feuilleton qui s'ouvre ainsi entre le Redhac et le ministre de l'Administration Territoriale.

Paul Atanga Nji, face à la presse ce jour dans la salle des conférences de son département ministériel à Yaoundé, a accusé les **ONG** telles **Redhac**, **Human right watch** et **Amnesty international** d'avoir reçu **5 milliards de FCFA** pour produire des faux rapports sur le **Cameroun**.

Le membre du gouvernement a surtout soutenu que ces **ONG** sont dans une démarche conspirationniste contre l'armée et le Cameroun.

En réaction, **237actu.com** apprend que **Maximilienne Ngo Mbe**, directrice exécutive du **Réseau des Défenseurs des Droits de l'Homme de l'Afrique Centrale (Redhac)**, organise une conférence de presse demain mardi 10 mars à 11h pour répondre au super chef de terre.

Mais, il n'y a pas que les **ONG** qui travaillent pour déstabiliser le Cameroun. Le ministre **Paul Atanga Nji**, qui est par ailleurs le secrétaire permanent du Conseil de Sécurité National, accuse aussi certains médias basés à Douala de relayer les rapports à charge contre l'armée. Il cite nommément le quotidien **Le Jour**, la radio **Balafon**, la radio **ABK**, **STV** et **Equinoxe télévisions**, qui sont dans la ligne de mire, et de ce fait menacés de fermetures.

« Ces médias sont particulièrement et simplement interpellés. Le Cameroun n'a pas besoin d'une radio mille collines. Les médias n'ont pas vocation à jeter de l'huile au feu »
a dit le ministre **Atanga Nji**.